2024, L' ANNÉE DE L'INTÉGRITÉ DE L'INFORMATION

Rapport Annuel

Forum sur l'information et la démocratie

FIID | FORUM INFORMATION DEMOCRACY

Fondé par 11 organisations de la société civile en 2019, le Forum sur l'information et la démocratie vise à préserver la démocratie en renforçant l'intégrité de l'information. Il tire son mandat du Partenariat international pour l'information et la démocratie, accord intergouvernemental endossé par 55 États à travers le monde. Ce texte est l'un des premiers accords à avoir défini des principes pour l'intégrité de l'information.

Le Forum accompagne les États signataires et l'ensemble des parties prenantes dans la mise en place de solutions concrètes pour l'intégrité de l'information, notamment à travers le développement de recommandations de politiques publiques, des méta-analyses périodiques et l'incubation de projets concrets.

2024, l'année de l'intégrité de l'information

Camille Grenier, Directeur exécutif

L'année 2024 aura indéniablement été celle de l'intégrité de l'information, un concept finalement assez jeune, défini au gré de conférences internationales et d'efforts diplomatiques. Il fait aujourd'hui référence au sein des institutions internationales comme l'Organisation des Nations unies (ONU), l'UNESCO, l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) ou encore, et ce fût une première, le G20 sous l'impulsion de la présidence brésilienne.

L'intégrité de l'information propose une lecture très proche de celle que nous défendons depuis 2019, date de la création du Forum sur l'information et la démocratie (FID). Une approche qui, au-delà de constater les dangers et nuisances de l'espace informationnel, propose des solutions systémiques : il s'agit moins de savoir ce que l'on a le droit de dire ou ne pas dire mais plutôt de la façon dont le débat public, aujourd'hui largement passé en ligne, est organisé.

Les Principes mondiaux pour l'intégrité de l'information de l'ONU reprennent ainsi une notion chère à l'esprit fondateur de notre organisation : après des décennies de lutte pour que davantage de personnes, dont les journalistes, puissent s'exprimer, le temps est venu de se concentrer, aussi, sur le droit des personnes qui reçoivent l'information. De consacrer leur droit à l'information fiable, plurielle et indépendante.

Cet esprit, celui de Christophe Deloire, nous aura malheureusement quitté tout juste deux semaines avant la parution de ces principes onusiens. La perte de Christophe fût, c'est un euphémisme, un coup dur pour notre organisation et notre équipe. Une peine seulement apaisée par les centaines de messages d'affections et de soutien reçus d'à travers le monde, de Boston à Lahore en passant par Johannesburg et Helsinki. Comme je le rappelais devant un millier de personnes rassemblées en sa mémoire, nous ressentons chaque jour, depuis le 8 juin 2024, à la fois le poids de l'héritage de Christophe et la légèreté de son optimisme.

Et de ça, de cet optimisme, il nous en faudra. Car l'année 2024, déjà éprouvante, se clôt sur une note encore plus sombre. L'alliance Trump-Musk a porté un coup peut-être fatal à l'un des principes fondateurs de l'espace informationnel démocratique : celui de la neutralité idéologique, politique et religieuse des plateformes numériques et de leur propriétaire. Avec des conséquences mondiales, et des décideurs semblant comme médusés, il nous revient de continuer le combat, de se battre pour cette vision. Et nous pouvons compter pour cela sur le soutien de Thibaut Bruttin, bras droit de Christophe Deloire pendant 10 ans, devenu président du Forum sur l'information et la démocratie en juillet 2024.

Dans un moment où le temps, non content de s'accélérer, se comprime, où des solutions simplistes au mieux, dangereuses dans certains cas sont proposées et où la technologie avancent quoi qu'il en coûte, il est important que le débat public soit guidé par des principes, un horizon vers lequel tendre. Ce sera l'ambition du Forum pour 2025, s'émanciper des groupes d'experts pour être plus présents dans le débat public, porter cette vision pionnière pour l'avenir de nos espaces démocratiques.

Sommaire

2024 en chiffre 5

Les grands moments de l'année 6

L'approfondissement du Partenariat pour l'information et la démocratie 8

Bâtir un consensus scientifique sur l'espace informationnel 10

Une communauté internationale pour l'information et la démocratie 12

Des finances renforcées 14

Nos prochaines étapes 15

2024
en chiffre

3 nouveaux États membres : Macédoine du Nord, Mauritanie, et Ukraine

Plus de **500 chercheurs et organisations de la société civile** **ont été impliqués dans l'élaboration de rapports de politiques publiques, de recherches et de contributions** pour des processus internationaux.

Trois rapports thématiques de politiques publiques portant sur l'IA en tant que bien public, l'intégrité de l'information pendant les élections et la gouvernance de l'IA, ainsi que **4 éditions d'analyses approfondies sur l'écosystème informationnel**.

Plus de 3 000 sources sur l'IA, les médias, la gouvernance des données et la mésinformation/désinformation agrégées et synthétisées pour la première méta-analyse de l'Observatoire sur l'information et la démocratie (OID).

6 contributions aux consultations publiques : projet de recommandations de l'OCDE sur l'intégrité de l'information, projet d'acte délégué du Digital Services Act (DSA) sur l'accès aux données, projet de stratégie de l'Union Africaine sur l'intelligence artificielle, projet de Pacte numérique mondial, projet de directives électorales de l'UE, projet de code de bonnes pratiques sur l'IA à usage général de l'UE.

4 appels publics à l'action : Tribune de l'Observatoire sur l'indépendance de la recherche, appel de la société civile pour sur le Sommet pour l'action sur l'IA et sur l'accès aux données des plateformes, sur la Convention du Conseil de l'Europe.

Plus de 20 événements et ateliers organisés pour promouvoir les recommandations du Forum et mobiliser les diverses parties prenantes (deux séminaires au Sénégal et en Colombie, quatre ateliers sur le rapport IA en Afrique de l'Ouest et deux au Chili et au Liban, cinq événements pour le lancement du rapport sur l'IA en Afrique du Sud, au Brésil, en France, en Italie, et aux États-Unis, un webinaire avec l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), un webinaire avec l'Organisation Internationale pour la Francophonie (OIF), un webinaire avec International IDEA, un événement parallèle du G20 à São Paulo, au Brésil, un panel au Forum de Paris sur la Paix, une réunion du G20, une conférence ministérielle de l'OSCE).

16 organisations ont intégré la coalition de la société civile du Forum, portant le nombre total de ses membres à 64.

Les grands moments de l'année

28 FÉVRIER 2024

L'IA en tant que bien public : Assurer le contrôle démocratique de l'IA dans l'espace informationnel

Après six mois de consultations intensives, le groupe de travail co-présidé par Jonathan Stray et Laura Schertel Mendez a publié son rapport de politiques publiques «L'IA en tant que bien public». Le rapport propose des recommandations concrètes pour garantir que l'IA serve l'intérêt public et que ses risques soient atténués, en se concentrant particulièrement sur l'intégrité de l'information.

19 AU 21 AVRIL 2024

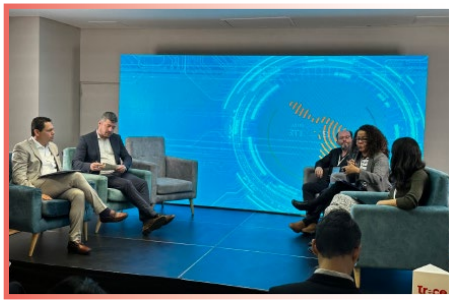
Séminaire sur l'impact de l'intelligence artificielle en Côte d'Ivoire

Le Forum a organisé avec son partenaire REPPRELCI un séminaire de deux jours Grand-Bassam qui a permis de présenter à la société civile les recommandations du rapport AI comme bien public et de définir les priorités nationales.

6 AU 7 JUIN 2024

Second séminaire Big Techs, Information, and Democracy

L'événement, co-organisé avec Observacom, s'est tenu en Colombie le 6 et 7 juin à Bogota et à rassemblé plus de 100 experts, régulateurs, décideurs politiques et organisations de la société civile d'Amérique latine dans le but de développer une approche régionale pour la régulation des plateformes.



21 AU 24 SEPTEMBRE 2024

Le Forum à l'Assemblée générale des Nations Unies

A l'occasion de la 79ème Assemblée générale des Nations Unies, le Forum sur l'information et la démocratie a participé à plusieurs événements dont le lancement du Pacte numérique mondial qui reconnaît, entre autres, la nécessité de l'intégrité de l'information.

28 SEPTEMBRE 2024

150 chercheurs appellent à protéger l'indépendance et l'intégrité de la recherche sur la désinformation

À l'occasion de la Journée internationale de l'accès universel à l'information, le Forum publie *un appel de 150 chercheurs* issus de 41 pays pour alerter contre les menaces et pressions croissantes subies par les chercheurs qui étudient la désinformation. Cet effort collectif fait suite à d'importantes actions menées par des organisations partenaires soutenues par le Forum sur l'information et la démocratie.

24 NOVEMBRE 2024

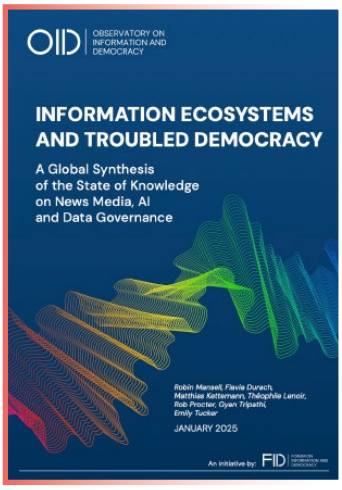
Le G20 se mobilise sur l'intégrité de l'information

Le Forum sur l'information et la démocratie a participé au Sommet du G20 organisé à Rio de Janeiro, au Brésil. A cette occasion, l'organisation soutient le lancement de l'Initiative mondiale pour l'intégrité de l'information sur le changement climatique lancée par le Brésil, l'ONU et l'UNESCO.

12 DÉCEMBRE 2024

Clôture du premier cycle de l'Observatoire sur l'information et la démocratie

L'Observatoire *clôture son premier cycle* en réunissant son comité de pilotage, avant la publication de son rapport inaugural le 15 janvier 2025. Fruit d'un processus réunissant des centaines de chercheurs à travers le monde, ce rapport de référence couvre des sujets aussi divers que les médias, l'intelligence artificielle, la gouvernance des données et la désinformation. Il met en lumière l'interdépendance de phénomènes aux concepts encore souvent disputés, tout en créant une interface entre sphères académiques et politiques.



L'approfondissement du Partenariat pour l'information et la démocratie

Le Partenariat pour l'information et la démocratie (PID), un accord intergouvernemental lancé en 2019 qui promeut des principes démocratiques dans l'espace informationnel, a accueilli trois nouveaux membres en 2024 : la Macédoine du Nord,la Mauritanie et l'Ukraine.

Cet élargissement s'est effectué dans un contexte particulier : avec des élections prévues dans plus de la moitié des pays du monde, la lutte contre la désinformation et pour l'intégrité de l'information a rapidement été présentée comme une priorité de premier plan. Pour le Forum économique de Davos, il s'agit même du plus grand risque à court terme.

Dans ce contexte, le Forum a pleinement joué son rôle de secrétariat du Partenariat international pour l'information et la démocratie.

Grâce à sa détermination, les États du PID se sont réunis à plusieures reprises, notamment pour :

- La mise en place de mesures concrètes pour préserver l'intégrité de l'information pendant les élections, sur la base de recommandations que le Forum a co-développées avec Democracy Reporting International (DRI) et International IDEA.
- Travailler à la mise en place de cadres démocratiques pour encadrer l'intelligence artificielle.
- Coordonner leurs positions sur le Pacte numérique mondial adopté en septembre 2024 à l'ONU, en prenant en compte les recommandations du FID co-développées avec Derechos Digitales (Chili) et Research ICT Africa (Afrique du sud).
- Contribuer aux travaux de l'Observatoire sur l'information et la démocratie qui menait son premier cycle de méta-recherche et qui a pu présenter la première version de son rapport inaugural.

Les travaux menées par le Forum ont été salués dans plusieurs textes intergouvernementaux, dont :

- *Déclaration de Villers-Cotterêts*, signée lors du Sommet de la Francophonie organisé en France les 4 et 5 octobre 2025.
- La déclaration conjointe entre Emmanuel Macron, Président de la République française, et Justin Trudeau, Premier ministre du Canada.
- Le Pacte mondial pour le numérique des Nations Unies qui reprend certaines des recommandations du Forum et de ses partenaires.

Le Partenariat pour l'information et la démocratie défend des principes visionnaires tels que la neutralité politique et idéologique de l'espace informationnel, sa transparence et redevabilité afin de garantir un accès à une information fiable. Des principes dont l'importance s'est encore plus affirmée au début de 2025 suite aux annonces des Big Techs.

L'IA au coeur des préoccupations

Par Katharina Zuegel, Policy Manager

Depuis la sortie de ChatGPT en 2022, l'Intelligence Artificielle (IA) occupe une place centrale dans les agendas politiques et économiques. Perçue comme une opportunité par certains, un risque existentiel pour d'autres, cette technologie en vérité déjà ancienne occupe une place importante dans les débats liés à la gouvernance de l'espace informationnel, à la lutte contre la désinformation et aux manipulations de l'information.

C'est dans ce contexte, que l'année 2024 voit aboutir de nombreux travaux sur la régulation lancés des années auparavant : l'Union européenne adopte l'AI Act, la première réglementation sur l'IA au monde ; le Conseil de l'Europe finalise ses négociations et adopte une Convention-cadre sur l'IA, les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit ; l'Union africaine adopte sa stratégie sur l'IA et le Sénat brésilien présente son projet de loi sur l'IA.

Au cours de l'année, notre organisation s'est positionnée comme un acteur clé des débats sur l'IA et son impact sur l'espace informationnel. Rassemblant des experts de différentes régions du monde pour élaborer un ensemble de recommandations de politiques publiques, le rapport *L'IA en tant que bien public : Garantir un contrôle démocratique de l'IA dans l'espace informationnel* a été publié en février 2024, fournissant une feuille de route pour les initiatives de régulation et de politiques publiques de l'IA. Il offre une feuille de route claire pour garantir que les systèmes d'IA soient construits de manière plus sûre et démocratique, propose des régimes de responsabilité, des mesures pour encourager le développement éthique et l'utilisation de l'IA, ainsi qu'un système de gouvernance, en mettant l'accent sur des mesures transparentes et participatives.

Le rapport a été présenté le 28 février 2024 simultanément dans cinq villes sur quatre continents, avec un événement de lancement international à SciencePo Paris (France) en présence de Gabriela Ramos, de l'UNESCO, un événement axé sur la recherche à l'European University Institute à Florence (Italie), un événement centré sur le contexte sud-africain à Research ICT Africa à Cape Town (Afrique du Sud), un événement destiné aux décideurs politiques brésiliens à l'Institute for Development, Education and Research à Brasilia et un événement destiné aux experts technologiques à UC Berkeley (États-Unis).

Le Forum a promu et partagé ses recommandations politiques publiques tout au long de l'année, participant à de nombreuses conférences sur l'IA, la confiance numérique et l'intégrité de l'information et co-organisant une série d'événements avec des partenaires locaux pour adapter les recommandations au contexte local. Ces événements ont eu lieu au Bénin, au Chili, en Côte d'Ivoire, au Liban, au Ghana et au Sénégal.

En guise de suivi et pour approfondir les recommandations sur la gouvernance de l'IA, le Forum a élaboré une *note de politique publique* qui explore la création d'un mécanisme de certification volontaire pour l'IA d'intérêt public. S'appuyant sur le succès du mouvement Fairtrade, l'idée est de mettre en place un processus similaire pour encourager le développement et l'utilisation de produits d'IA éthiques.

Bâtir un consensus scientifique sur l'espace informationnel

L'Observatoire sur l'Information et la Démocratie joue un rôle clé dans la construction d'un consensus scientifique en rassemblant des chercheurs de divers horizons autour des enjeux liés à la gouvernance et l'intégrité de l'écosystème informationnel.

Cette initiative a pour vocation de :

- casser les silos disciplinaires et régionaux en établissant un état des lieux des connaissances mondiales.
- servir d'interface entre sphères académiques et politiques.
- traduire les données scientifiques en pistes d'action concrètes pour les décideurs publics et la société civile.

Nous souhaitons fournir aux décideurs politiques des évaluations complètes basées sur des preuves scientifiques afin qu'ils puissent élaborer des interventions plus efficaces et proportionnées. Nous avons besoin d'une compréhension commune de ce que nous savons, mais aussi, et surtout, de ce que nous ne savons pas.

***Dr. Courtney Radsch**, Présidente du Comité de Pilotage de l'Observatoire, directrice du Center for Journalism and Liberty à l'Open Markets Institute*

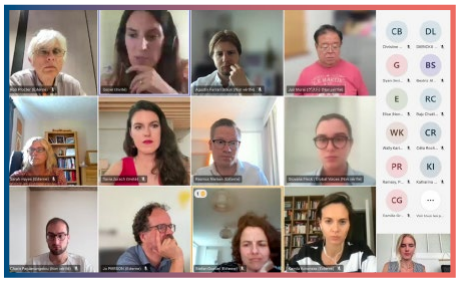
L'Observatoire en chiffres

- **19** personnalités de haut niveau issues du monde académique et de la société civile ayant guidé les travaux
- **37** questions posées et autant de réponses apportées (dans la limite des données disponibles)
- **400** experts constituant l'un des plus grands réseaux d'experts sur les écosystèmes informationnels
- Plus de **2 700** sources couvrant 84 pays
- **22,5 %** des sources issues de pays du Sud global
- **18** mois de travaux menés par la directrice scientifique et son équipe de 6 rapporteurs
- **3** panels de recherche : IA, médias, gouvernance des données
- **9** chapitres
- **3** synthèses

Une gouvernance pluridisciplinaire et un processus consultatif rigoureux

Suite au lancement d'octobre 2023 (voir notre rapport d'activité 2023), les trois panels de recherche de l'Observatoire ont entamé un travail de longue haleine pour aboutir à la première méta-recherche de l'espace informationnel.

Grâce à sa gouvernance pluridisciplinaire et son processus consultatif, l'Observatoire a pu mener à bien le chantier titanesque que représentait le recueil, l'analyse et le traitement des données d'une part, puis la structuration et la rédaction d'un rapport qui couvre des champs qui peuvent paraître éloignés, mais dont le rapport démontre l'interconnectivité.



Le comité de pilotage s'est ainsi réuni 7 fois au cours de l'année 2024. Présidées par Courtney Radsch, ces réunions ont permis à Professeure Robin Mansell, Directrice scientifique de l'Observatoire, de faire état des progrès en cours.

Par ailleurs, *le Groupe Consultatif des parties prenantes*, qui regroupe un réseau élargi d'experts académiques et de la société civile à travers le monde, a été consulté à trois moments cruciaux de la production du rapport.

Que nous apprennent les recherches en sciences humaines, en sciences sociales et en informatique sur la contribution des écosystèmes informationnels à la diffusion virale de la mésinformation et de la désinformation, ainsi que sur l'état de la démocratie ? Notre réponse a été de reconnaître la valeur de différentes formes de connaissance. Cela signifiait être prêt à dialoguer respectueusement avec la diversité des théories, des stratégies empiriques et des méthodes de recherche utilisées pour explorer notre sujet.

Robin Mansell, *Professeure émérite à la London School of Economics, Directrice scientifique du premier cycle de recherche de l'Observatoire*

Un premier cycle de recherche marqué par une pression accrue sur l'indépendance de la recherche sur les écosystèmes informationnels

Dans un contexte de pression accrue sur l'indépendance de la recherche sur les écosystèmes informationnels, le Forum sur l'information et la démocratie a su mobiliser le réseau de son Observatoire alerter sur cette tendance.

En effet, la fin du programme de Crowdtangle ou la disparition de l'Observatoire sur Internet de l'Université de Stanford sont des exemples d'une lame de fond qui vise à saper toute initiative d'une meilleure compréhension du rôle des plateformes dans la circulation de la désinformation et de contenus haineux.

Pour alerter sur ces menaces, le Forum a publié un appel signé par 150 chercheurs de 40 pays à travers le monde. Ces initiatives collectives facilitent un dialogue interdisciplinaire et interrégional essentiel.

Un premier rapport prévu pour janvier 2025

Finalisé en décembre 2024, le premier rapport de l'Observatoire sera publié en janvier 2025. Il comprend notamment :

- 9 chapitres répondant 39 questions posées par le comité de pilotage.
- Un résumé et des recommandations à destination des décideurs publics.
- Une synthèse des priorités de recherche pour le futur.
- Une cartographie et une bibliographie interactives disponibles sur une plateforme en ligne dédiée.

Le travail de l'Observatoire International sur l'Information et la Démocratie (OID) est essentiel, car il fournit une évaluation globale approfondie de l'influence des écosystèmes informationnels sur l'intégrité de l'information, l'équité politique, la liberté des médias et les droits fondamentaux en général.

Luca Belli, *Professeur et Directeur du Center for Technology and Society à la Fundação Getulio Vargas (FGV) Law School, Rio de Janeiro*

Une communauté internationale pour l'information et la démocratie

Un collectif mobilisé et réactif

En 2024, le Forum a élargi son réseau en intégrant de nouvelles organisations afin de renforcer la diversité géographique de sa Coalition. Au total 16 organisations ont rejoint le réseau, portant le nombre total à 64 organisations réparties sur 36 pays.

L'objectif : amplifier la voix de la société civile en tant que force collective pour la mise en œuvre de garanties démocratiques dans l'espace informationnel.

Ce collectif a notamment produit plusieurs contributions et appels conjoints pour s'assurer que les principes du Partenariat pour l'information et la démocratie soient pris en compte dans certains textes législatifs ou internationaux :

- ✔ sur l'avant projet du Pacte numérique mondial,
- ✔ sur le règlement délégué du DSA relatif à l'accès aux données,
- ✔ sur le projet de Recommandation de l'OCDE sur l'intégrité de l'information,
- ✔ sur le Sommet pour l'action sur l'IA.

Des partenaires locaux qui font vivre l'esprit du PID à travers le monde

En 2024, le Forum a réalisé 6 accords de subventions avec des membres de la Coalition au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Liban, en Mauritanie, au Sénégal et en Uruguay.

Cela a notamment permis l'organisation d'événements tels que :

- ✔ 1 séminaire régional en Colombie pour développer une approche régionale de la régulation des plateformes,
- ✔ 3 ateliers en Afrique de l'Ouest et 1 atelier au Chili pour restituer les recommandations du rapport IA comme bien public,
- ✔ 2 webinaires en ligne sur le rapport IA comme bien public avec des experts du Liban et du Ghana,
- ✔ 1 séminaire avec les partenaires du Forum en Afrique de l'Ouest pour coordonner des actions régionales,
- ✔ 2 séminaires au Bénin et Sénégal pour mobiliser la société civile, les médias, les décideurs et les organes de régulation autour des enjeux de l'IA.

Notre collaboration avec le Forum Information et Démocratie est très importante dans la mesure où elle donne la parole aux experts locaux dans le cadre de la gouvernance mondiale de l'intelligence artificielle qui est un bien mondial public.
Cette collaboration nous permet aussi d'espérer une prise en compte de nos préoccupations locales.
Le Sénégal, avec la volonté d'exprimer sa souveraineté numérique, doit aller vers une mise à jour de sa stratégie sur l'intelligence artificielle et la rédaction de textes qui doivent réglementer le secteur de l'intelligence artificielle.

L'importance de cette collaboration est de donner aux décideurs publics et aux acteurs des éléments de base pour bien mener les politiques publiques en s'inspirant des travaux du forum pour un plus grand impact.

Emmanuel Diokh, *Techno-pédagogue, Juriste formateur, Président d'Internet Sans Frontières, Sénégal*

En Amérique latine, comme dans le reste du monde, les problèmes causés par les politiques de modération de contenu des grandes plateformes suscitent des préoccupations quant à leur impact sur les démocraties, le débat public et la liberté d'expression. Parallèlement, la polarisation, les inégalités structurelles, la montée des environnements autoritaires et la faiblesse des politiques publiques dans les pays de la région compliquent encore davantage la situation.
Dans ce contexte, l'action du Forum en Amérique latine est stratégique pour renforcer les divers acteurs engagés dans la construction d'un espace d'information démocratique. En particulier, le travail coordonné avec OBSERVACOM a permis de diffuser les recommandations du Forum dans la région auprès des principales parties prenantes, de favoriser la collaboration entre organisations et experts autour des principes du Partenariat pour l'information et la démocratie, et de faire avancer des agendas de recherche et d'action concrets sur des questions liées à l'intégrité de l'information, à la protection du journalisme et à la liberté d'expression.

Ces évolutions dans la relation entre le Forum et l'Amérique latine devraient se renforcer et entraîner des changements dans un scénario régional et mondial de plus en plus difficile.

Gustavo Gomez, *Directeur général d'Observacom, Uruguay*

Chez Maharat, nous croyons que les sociétés informées sont des sociétés résilientes. Notre partenariat avec le Forum pour l'information et la démocratie nous permet de contextualiser les meilleures pratiques internationales aux réalités du Liban, en veillant à ce que les régulations des médias et les cadres de gouvernance numérique favorisent la liberté de la presse, la responsabilité des plateformes et les valeurs démocratiques. À travers notre travail sur la gouvernance de l'IA, le pluralisme algorithmique et la responsabilité des plateformes de médias sociaux, ainsi que nos policy briefs sur la désinformation, l'indépendance des médias et la transparence, nous visons à façonner un écosystème de l'information plus inclusif et axé sur les droits.

Roula Mikhael, *Directrice exécutive de Maharat Foundation, Liban*

Des finances renforcées

Secouée par la disparition de son fondateur et président Christophe Deloire en juin 2024, le Forum sur l'information et la démocratie a toutefois su conserver un bon équilibre financier et humain en 2024. Nommé quelques semaines avant la disparition de M. Deloire, Camille Grenier a pris la direction de l'organisation qu'il a largement contribué à développer depuis son lancement en 2019.

Tout en gardant une équipe permanente relativement restreinte (entre 5 et 6 personnes en 2024) et localisée en France, le Forum a su montrer sa capacité à animer et fidéliser un réseau international qui en fait sa plus grande force. Ce sont ces nombreux partenaires, chercheurs et activistes qui font que le Forum peut informer les travaux du Partenariat pour l'information et la démocratie tout en restant inclusif de points de vue variés.

Des partenaires financiers diversifiés et de long terme

Agence Française de Développement (AFD)	Dans le cadre d'un projet plus large impliquant les activités de Reporters Sans Frontières (RSF) et de la Journalism Trust Initiative (JTI), cette subvention a contribué au développement global du Forum sur l'information et la démocratie.
National Endowment for Democracy (NED)	La subvention de la NED a contribué à la promotion et au développement du Partenariat pour l'information et la démocratie, aux groupes de travail sur l'intelligence artificielle et au renforcement de la Coalition.
Ford Foundation	Cette subvention a contribué au financement global du Forum sur l'information et la démocratie.
Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, France	Cette subvention a contribué au développement du Partenariat pour l'information et la démocratie, au fonctionnement de l'Observatoire et au renforcement du soutien des membres de la Coalition dans les pays du Sud Global.
Luminate	Cette subvention a contribué au financement global du Forum sur l'information et la démocratie.
Postcode Foundation	Cette subvention a contribué au lancement de l'Observatoire et à la production de son premier rapport d'évaluation de l'espace informationnel.
Future of Life Institute	Cette subvention a permis la publication d'un rapport de faisabilité sur un mécanisme de certification volontaire pour l'IA d'intérêt public.
International Fund for Public Interest (IFPIM)	Cette subvention va permettre de soutenir les activités du Forum pour mieux faire comprendre les défis auxquels font face les organisations de médias d'intérêt public dans les pays du Sud Global et promouvoir des solutions pour y faire face.

Nos prochaines étapes

L'année 2024 fût tout à la fois une année de grand succès, de deuil et de réflexion approfondie sur les modalités d'actions de l'organisation. Soutenu par un Conseil d'administration et un réseau d'experts et chercheurs de tous les continents, le Secrétariat permanent a établi une stratégie de moyen terme visant à renforcer l'engagement des Etats du PID, soutenir les personnes (gouvernements, société civile, chercheurs) qui incarnent la mise en oeuvre de ces principes et s'assurer que sa stratégie de production réponde à des besoins clairs.

Élaborer des plans d'action annuels pour le Partenariat pour l'Information et la Démocratie

En 2025, le Partenariat franchira une nouvelle étape avec le lancement d'un plan de travail annuel. S'appuyant sur les priorités des États signataires, deux axes de travail seront lancés, chacun coprésidé par des États, avec pour objectif de renforcer l'engagement sur les thématiques abordées, de sensibiliser et de travailler conjointement à l'élaboration de recommandations politiques. Ces axes porteront notamment sur les services de messagerie et leur impact sur l'intégrité de l'information, en collaboration avec les gouvernements du Luxembourg et de l'Ukraine, ainsi que sur le changement climatique et l'intégrité de l'information, en partenariat avec les gouvernements de l'Arménie et du Brésil.

Construire sur les bases du premier cycle de recherche de l'Observatoire

En 2025, l'Observatoire prévoit la dissémination de son rapport et de ces ressources auprès d'un large spectre d'audiences pertinentes. Cette ambition se traduira par l'organisation d'un événement de lancement international en ligne à la mi-janvier, suivi d'une série d'événements en partenariat avec des Universités et centres de recherche de renom à travers le monde comme à Berlin, Londres, Montréal, Rio de Janeiro, ou encore Daka.

Cette phase de dissémination sera suivie d'une phase de levée de fonds et la consultation du réseau de l'Observatoire pour définir le format et les priorités stratégiques du prochain cycle de recherche prévu pour le mois de Septembre.

Soutenir notre communauté

Au fil des ans, le Forum a réuni une communauté d'acteurs venus de différents domaines, champs d'expertise et régions du monde. Ce collectif est la principale force de l'organisation. En continuant sur cette lancée, le Forum entend davantage renforcer cette coalition d'acteurs, en proposant des espaces où chaque organisation pourra proposer de nouvelles idées et en soutenant ses partenaires qui agissent en tant que relais locaux aux niveaux national et régional.

www.informationdemocracy.org

FID | FORUM INFORMATION DEMOCRACY